



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 2005

Groupe enseignement général

Commandant
Pierre de Campigneulles
Groupe C4

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n°3 / depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

En 1945, avec l'utilisation par les Etats-Unis de l'arme nucléaire au Japon, la stratégie nucléaire naissait et marquait par là même une fragmentation de la stratégie. On assistait en effet à nouveau à une coupure en deux : d'un côté la stratégie d'action, qui poursuit un but positif (on fait la guerre et on cherche à la gagner) et d'un autre côté la stratégie de dissuasion, qui poursuit elle un but négatif (on cherche à empêcher la guerre, à convaincre l'autre de renoncer à la faire).

Après 1945, l'Europe a vécu un face-à-face de près de 40 ans entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie. L'antagonisme entre les deux Grands, la plus forte concentration de moyens militaires de la planète et la protection assurée par le nucléaire ont créé une situation où, selon la formule de Raymond Aron, la paix était « impossible » et la guerre « improbable ». La fin de la confrontation Est-Ouest et la disparition de l'URSS ont accéléré les négociations sur la réduction des armements, notamment nucléaires, et éloigné la menace d'invasion soviétique si bien que le recours à une stratégie nucléaire est parfois apparu à certains de moins en moins justifié.

Quoi qu'il en soit, le développement des phénomènes de prolifération s'est accéléré depuis la fin de la guerre froide. Même si la stratégie nucléaire ne se réduit pas à la lutte contre cette prolifération, ce combat doit être pris en compte. La stratégie nucléaire reste quant à elle avant tout une stratégie de dissuasion, ce que nous nous efforcerons de démontrer dans la seconde partie.

1) La lutte contre la prolifération est un élément de la stratégie nucléaire

La prolifération constitue une menace à prendre en compte.

D'abord la situation demeure instable dans plusieurs zones et l'accroissement du nombre de pays impliqués dans le développement d'armes nucléaires augmente

évidemment les risques d'utilisation de ces armes. Dans le face-à-face indo-pakistanaï par exemple, pour lequel l'instabilité politique est grande, l'hypothèse d'un dérapage n'est pas à exclure d'autant que New Delhi et Islamabad ne sont distantes que de 600 km. L'ensemble des pays proliférants, y compris la Russie, se caractérisent en outre par une imprévisibilité bien plus forte que du temps de l'Union Soviétique.

Ensuite, un certain nombre d'évolutions ne peuvent qu'encourager la prolifération et le retour à une course aux armements. C'est d'abord le rejet par le Sénat américain, en octobre 1999, du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE ou CTBT) dont l'objectif était de limiter les risques de voir émerger de nouvelles puissances nucléaires tout en stoppant le développement des arsenaux des Etats nucléaires.

Un autre événement majeur est la volonté américaine de développer un système de défense antimissile sur tout ou partie de son territoire afin de se protéger contre les missiles balistiques des « Etats voyous ». En contradiction totale avec le traité américano-soviétique ABM de 1972 qui cherchait à éviter une course aux armements sans fin, le développement d'un bouclier au-dessus des Etats-Unis (projet NMD, National missile defense) est perçu par les Russes, mais aussi par les Chinois, comme une protection telle pour les Etats-Unis que ceux-ci auraient alors les moyens de frapper leur pays en toute impunité. Dès lors, la réalisation d'un tel programme, en créant un nouveau déséquilibre stratégique, conduit inévitablement à une relance de la course aux armements entre les grandes puissances nucléaires, d'autant que ce bouclier pourrait être aussi déployé au-dessus de Taïwan et du Japon. La multiplication du nombre de missiles chinois est d'ores et déjà envisagée pour saturer la défense de Taïwan alors que le bouclier n'existe pas encore techniquement malgré les essais récents de février 2005.

Le risque existe également ailleurs et notamment dans les pays suivants.

La Corée du Nord a reconnu détenir des armes nucléaires, elle n'adhère pas à la convention chimique et s'est exclue de facto du Traité de non-prolifération (TNP) ne respectant pas les termes de son engagement.

Israël est le seul Etat au monde à n'avoir ratifié aucun des traités majeurs de non prolifération et il dispose pourtant d'un arsenal nucléaire et balistique conséquent.

En ce qui concerne l'Iran, l'actualité récente en est la meilleure preuve.

Depuis la fin de la guerre froide, le développement des phénomènes de prolifération constitue donc une tendance lourde. Devant la menace constituée par cette montée en puissance, la lutte ne doit donc pas être négligée. Et cela au moins pour les deux raisons suivantes : tout d'abord le développement d'armes nucléaires augmente évidemment les risques d'utilisation de ces armes. Par ailleurs pour que cette arme conserve son caractère dissuasif, il ne faut pas qu'il y ait trop de nations détentrices de cet outil.

Lutter contre ce phénomène est donc essentiel, et c'est un élément de la stratégie nucléaire. Ce n'est néanmoins pas le seul.

2) La stratégie nucléaire reste une stratégie de dissuasion

2.1) stratégie de dissuasion

La stratégie nucléaire ne se réduit en effet pas à la lutte contre la prolifération. Car cette stratégie, que l'on se place avant ou après guerre froide, est avant tout une stratégie de dissuasion.

Même si le monde a changé et que la menace a évolué, l'arme nucléaire, compte tenu de ses caractéristiques propres (puissance colossale, foudroyance et instantanéité), est par essence l'arme de la dissuasion.

Si l'on étudie l'exemple de la France, les fondements de notre doctrine nucléaire sont décrits dans le premier Livre blanc de 1972 : prévention de la guerre et défense des intérêts vitaux du pays par la menace de dommages inacceptables pour l'adversaire, principe de stricte suffisance.

La doctrine nucléaire a cependant évolué depuis la fin de l'URSS, mais les grands principes de la dissuasion ont été repris dans le Livre blanc de 1994.

Après une ultime campagne d'essais nucléaires achevée en janvier 1996, le passage à la simulation des essais nucléaires a permis de poursuivre l'adaptation de la dissuasion nucléaire notamment aux nouvelles menaces.

Ainsi, l'arme nucléaire peut être désormais l'objet d'une utilisation visant à répondre aux menaces de toutes les armes de destruction massive sur le territoire européen : "La dissuasion doit également nous permettre de faire face aux menaces que pourraient faire peser sur nos intérêts vitaux des puissances régionales dotées d'armes de destruction massive. J'évoquais tout à l'heure le développement par certains Etats de capacités balistiques qui pourraient leur donner les moyens, un jour, de menacer le territoire européen avec des armes nucléaires, biologique ou chimiques. S'ils étaient animés d'intentions hostiles à notre égard, les dirigeants de ces Etats doivent savoir qu'ils s'exposeraient à des dommages absolument inacceptables pour eux ... Et dans ce cas, le choix ne serait pas entre l'anéantissement complet d'un pays ou l'inaction. Les dommages auxquels s'exposerait un éventuel agresseur s'exerceraient en priorité sur ses centres de pouvoir, politique, économique et militaire" (Discours de Jacques Chirac devant l'IHEDN le 8 juin 2001).

Depuis une dizaine d'années, la marge de manoeuvre des puissances nucléaires s'est néanmoins fortement réduite en raison notamment des évolutions suivantes, qui ne doivent donc pas être négligées.

2.2) Evolutions

L'évolution de l'opinion publique, principalement au niveau international, constitue une contrainte qui vient entamer la légitimité du nucléaire militaire et qui pourrait même conduire les autorités nationales des cinq puissances nucléaires, et plus particulièrement de celles qui respectent parfaitement le jeu démocratique, à devoir accepter des réductions affectant leur stratégie nucléaire.

Cette évolution est sans aucun doute liée de près ou de loin au traumatisme qui a suivi la catastrophe de Tchernobyl. Cet accident a beau avoir eu lieu en 1986, soit avant la fin de la guerre froide, il reste quoi qu'il en soit dans les mémoires collectives. Avec Tchernobyl, on a en effet réalisé que la sécurité nucléaire soviétique était nulle. Des photographies ont été montrées à l'époque au Président Reagan : on y voyait les dégâts provoqués sur certaines plantes par les fuites radioactives (gigantismes). Reagan a alors réalisé tout le danger représenté par le nucléaire.

La stratégie nucléaire ne se réduit donc pas à la lutte contre la prolifération. Cette tâche essentielle en fait partie, mais la stratégie nucléaire est avant tout une stratégie de dissuasion.

En ce qui concerne notre concept de dissuasion nucléaire, il reste pérenne. A long terme, la dissuasion demeure le seul outil véritablement efficace pour empêcher l'agression de notre population et l'invasion de notre territoire. A court terme, elle représente un facteur de sécurité car si elle n'existait pas, l'Europe serait à la merci de chantages et de pressions venant de la Russie ou d'ailleurs.

Enfin l'arme nucléaire est un symbole de la puissance et de la souveraineté d'un pays et comme dans ce domaine, le risque est toujours plus grand que l'enjeu, cela doit rester au service du politique.